



Document final des conclusions

Événement en ligne de l'UpM «Économie Sociale et la Relance Post-Pandémie: Défis et Perspectives »

26 juin 2020

Le deuxième événement de l'UpM sur l'économie sociale a été organisé en ligne par le secrétariat de l'UpM le 26 juin 2020 en partenariat avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, à la demande du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et de la Confédération Espagnole des Entreprises de l'Économie Sociale (CEPES), avec le soutien du réseau ESMED et de Social Economy Europe.

Cet événement fait suite au [premier événement de l'UpM sur l'économie sociale dans la région MENA et les Balkans](#) qui a eu lieu le 5 juillet 2019. Celui a été le premier workshop entièrement consacré par l'UpM à la promotion de l'économie sociale dans la région de l'UpM, qui a mis l'accent sur l'entrepreneuriat et la création d'emplois dans l'économie sociale et l'innovation sociale pour un impact socio-économique positif.

Plus de 60 stakeholders et acteurs de l'économie sociale des deux rives de la région euro-méditerranéenne ont participé à l'édition de cette année qui s'est concentrée sur le rôle central que l'économie sociale devrait jouer dans la reprise sociale et économique et sur les mesures visant à promouvoir sa contribution à une croissance durable et la réduction des inégalités dans la région euro-méditerranéenne après la pandémie du COVID-19. Cet événement a également analysé les défis auxquels l'économie sociale est confrontée en raison de cette crise, les réponses de l'économie sociale et ses valeurs (démocratie, solidarité et responsabilité sociale) aux injustices sociales et économiques et les solutions innovantes que l'économie sociale apporte aux effets les plus immédiats de la crise par la création d'emplois de qualité ou le soutien aux petites entreprises.

Lors de son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'UpM a souligné que *"l'économie sociale a la capacité de s'attaquer aux injustices et aux inégalités socio-économiques qui ont été encore aggravées par la crise mondiale actuelle. L'économie sociale possède un potentiel inexploité pour offrir des alternatives aux générations futures. L'UpM continuera à renforcer une coopération technique et financière accrue entre les entreprises de l'économie sociale des deux rives de la Méditerranée"*. Le Président de la CEPES et de Social Economy Europe et Coordinateur général du réseau ESMED, M. Juan Antonio Pedreño, a déclaré, pour sa part, que *"l'événement de l'UpM d'aujourd'hui confirme que les entreprises et organisations de l'économie sociale contribuent à la reprise économique et sociale de la Méditerranée et à surmonter les conséquences de la pandémie. Et surtout, l'Économie Sociale est un levier pour une croissance durable et équitable en Méditerranée et pour construire un avenir meilleur pour les millions de personnes qui habitent le sud et nord de la Méditerranée"*.

Le commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, Nicolas Schmit, a déclaré que *"le renforcement du potentiel de l'économie sociale pour créer des emplois et compléter la fourniture de services sociaux et de soins aidera à sortir de la crise avec une meilleure résilience sociale et économique. En soutenant le développement à long terme de l'économie sociale dans la région méditerranéenne, nous voulons travailler ensemble selon les valeurs de coopération, de solidarité et de responsabilité"*.



Des mesures nationales visant à promouvoir l'économie sociale en tant qu'acteur clé de la reprise post-pandémique au Maroc, en Espagne et en Tunisie ont été présentées respectivement par S.E. Nadia Fatteh, ministre du tourisme, du transport aérien, de l'artisanat et de l'économie sociale (Maroc) ; S.E. Joaquin Pérez Rey, secrétaire d'État au travail et à l'économie sociale (Espagne) ; et M. Youssef Fennira, directeur général de l'Agence nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (Tunisie). Cette présentation a été suivie d'une exposition des bonnes pratiques par des représentants de différentes entités et organisations de la région.

Les interventions et les échanges entre les participants ont permis de dégager les conclusions suivantes:

1. La crise du COVID-19 a durablement impactée la région euro-méditerranéenne et ses répercussions devraient perdurer jusqu'en 2021, voire au-delà. Dans ce contexte, l'économie sociale, en tant que modèle d'entreprise résilient, inclusif, responsable et durable, a un rôle clé à jouer dans la reprise socio-économique post-pandémique dans la région euro-méditerranéenne.
2. Les entreprises et organisations de l'ES, dont le modèle d'entreprendre est basé sur la solidarité et la primauté de la personne sur le capital, sont et restent en première ligne de la réponse aux conséquences néfastes de la pandémie. La crise a révélé le fort engagement de l'économie sociale vis-à-vis de son environnement social et économique ainsi que son rôle clé afin de garantir la production et la provision de biens et services essentiels au bien-être et à la survie de la population de la région euro-méditerranéenne.
3. L'économie sociale a la capacité d'apporter des réponses résilientes face aux injustices et inégalités socio-économiques qui ont été aggravées par la crise mondiale actuelle. Elle offre également des opportunités dans cette économie post-pandémique en créant des emplois et en soutenant les très petites, petites et moyennes entreprises qui s'engagent activement dans la réalisation de causes sociales et environnementales.
4. Les entreprises et organisations de l'économie sociale ont également été gravement impactées par la crise. Elles doivent par conséquent pouvoir bénéficier de mesures sociales, économiques et sanitaires proposées par les institutions et autorités publiques pour surmonter la crise qui tiennent compte de leurs caractéristiques et mode de fonctionnement sur le marché.
5. Afin de libérer pleinement le potentiel de l'économie sociale dans la région euro-méditerranéenne, plusieurs obstacles doivent être levés à travers une action coordonnée. Ces obstacles sont – sans prétendre à l'exhaustivité - l'accès au financement, l'accès aux informations sur le marché, l'accès aux marchés et les contraintes réglementaires.
6. Il est nécessaire de créer un espace de dialogue davantage structuré visant à promouvoir et à développer l'économie sociale en Méditerranée, grâce aux efforts concertés entre l'Union pour la Méditerranée, la Commission européenne et les gouvernements nationaux, en coopération avec les organisations et les acteurs de l'économie sociale.
7. Il est proposé de lancer une initiative ambitieuse de coopération euro-méditerranéenne pour renforcer l'économie sociale en tant qu'acteur clé de la reconstruction sociale et économique post pandémie pour :

- Assurer la continuité des emplois et des entreprises et organisations de l'Economie Sociale, notamment grâce à des instruments financiers qui permettent l'accès à des

With the support of:



garanties et à des fonds selon des conditions privilégiées (taux d'intérêt 0% ou très faible).

- Établir un écosystème financier favorable à l'économie sociale, en renforçant les initiatives existantes.
 - Accélérer la numérisation des entreprises et organisations de l'Economie Sociale auprès de tous les secteurs d'activité.
 - Promouvoir le développement de l'Économie Sociale dans les secteurs émergents et innovants, tels que l'économie bleue, ceux liés à la transition verte et ceux contribuant aux Objectifs de Développement Durable.
 - Renforcer les chaînes de valeur entre les entreprises de l'Economie Sociale grâce à une plus grande coopération commerciale et économique, tant au niveau national qu'euro-méditerranéen.
 - Promouvoir l'adoption de cadres législatifs qui offrent une protection juridique et favorisent l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie sociale dans les pays où ils n'existent pas.
 - Renforcer les incubateurs, les pôles de développement et les clusters de l'Economie Sociale dans le but de consolider et d'accroître les services de soutien et conseil aux entrepreneurs de l'Economie Sociale.
 - Accroître la visibilité de l'économie sociale, ses valeurs et ses modèles de gestion, en particulier dans tout le milieu éducatif, de l'école à l'université et dans les milieux de la formation professionnelle.
 - Renforcer le rôle des organisations représentatives de l'économie sociale aux niveaux national et euro-méditerranéen en tant qu'interlocuteurs des pouvoirs publics pour permettre l'adoption de mesures et d'initiatives efficaces pour promouvoir la contribution de l'économie sociale à la reconstruction économique et sociale de la région euro-méditerranée.
8. Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée s'engage à accompagner et à promouvoir les efforts en cours pour développer davantage l'écosystème de l'Economie Sociale dans la Région à travers son rôle de plateforme unique de dialogue régional qui aide à construire un consensus autour d'un agenda commun de travail.